

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 15/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur 

SMDC LOGISTIQUE

Zone Ecopôle
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D-00333-2024
Code AIOT : 0006402729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement SMDC LOGISTIQUE implanté Zone Ecopôle 13310 Saint-Martin-de-Crau. L'inspection a été annoncée le 22/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMDC LOGISTIQUE
- Zone Ecopôle 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006402729
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt SMC2 exploité par SMDC LOGISTIQUE une propriété du groupe Katoen Natie spécialiste de la logistique et de l'entreposage. L'entrepôt est actuellement classé à enregistrement du fait de l'évolution de la nomenclature ICPE par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 au I.1	Sans objet
2	Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 au I.2	Sans objet
3	Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8	Sans objet
4	Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
5	Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
6	Risques accidentels, Charge des batteries des filmeuses	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des points de sa mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières